



Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX : Enseignement primaire

- Le défi de l'apprentissage, améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne
- Overcoming Inequality: Why Governance Matters. EFA Global Monitoring Report 2009
- Les enseignants contractuels : avatars et fatalités de l'Education pour Tous

GEOGRAPHIES : Turquie

- L'imbroglie turc
- Examens environnementaux de l'OCDE : Turquie 2008
- La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés

DEBATS SUR L'AIDE

- L'aide européenne : points de vue critiques du sud
- Annual Review of Development Effectiveness 2008: Shared Global Challenges
- Les aides publiques au développement en France et en Allemagne

A NE PAS MANQUER

- L'enjeu mondial : les pays émergents
- La politique de la France en Afrique
- Comment encadrer les risques bancaires?

Agendas

Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine

Agadir, Maroc - 19 - 20 février 2009

Le projet d'accompagnement du processus de décentralisation marocain, PAD Maroc, conduit par le Maroc et la France depuis 2005, intègre la coopération décentralisée dans la mise en œuvre de ses objectifs. Il favorise les actions de partage d'expériences et d'appui institutionnel déjà entreprises dans le cadre de nombreux partenariats et fait du renforcement de capacités des collectivités locales marocaines dans la mise en œuvre des compétences qui leurs sont dévolues l'objectif principal de la coopération décentralisée. Les assises d'Agadir seront consacrées à dresser le bilan de cette coopération, à mesurer ses impacts sur le processus de décentralisation et le renforcement des capacités techniques et politiques des collectivités locales marocaines. Quatre ateliers se dérouleront autour de thèmes essentiels de la gestion locale : l'eau et l'assainissement, le développement urbain, l'action sociale et le développement économique dans la coopération entre régions devraient permettre de tracer des lignes directrices pour l'avenir.

- ▶ **5-7 février** - Africa Mining Congress, Livingstone, Zambie
- ▶ **9-10 février** - Forum OCDE/LEED sur le partenariat et la gouvernance locale, Vienne, Autriche
- ▶ **9-13 février** - Conférence du réseau des études sur le genre, UNESCO, Bangkok, Thaïlande
- ▶ **10-11 février** - Réunion d'experts pluriannuelle sur l'investissement au service du développement, CNUCED, Genève, Suisse
- ▶ **12-13 février** - Conférence « faire la paix avec l'eau », Bruxelles, Belgique
- ▶ **13-14 février** - Réunion des ministres des Finances du G7 et des Gouverneurs des banques centrales, Rome, Italie
- ▶ **16-20 février** - Forum ministériel mondial sur l'environnement, PNUE, Nairobi, Kenya
- ▶ **19-20 février** - 8ème Forum mondial sur la concurrence, OCDE, Paris, France
- ▶ **24-26 février** - Conférence-salon UEMOA, Niamey, Niger
- ▶ **1-5 mars** - 29ème conférence régionale pour le Proche-Orient, NERC, le Caire, Egypte
- ▶ **3-5 mars** - Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement, CNUCED, Genève, Suisse

Défis mondiaux

Enseignement primaire

L'ouvrage

Le défi de l'apprentissage, améliorer la qualité de l'éducation de base en Afrique subsaharienne

Association pour le développement de l'éducation en Afrique, L'Harmattan, 2006, 419 p. - **Cote H4.066**

Pour les auteurs de cet ouvrage, la concrétisation des défis de l'Éducation pour tous (EPT) passe par la résolution de deux problématiques confondues - la qualité et l'équité. Ils étudient diverses options financièrement viables pour permettre aux pays d'Afrique subsaharienne de parvenir à ce résultat. L'analyse repose sur 22 études de cas nationales rendant compte de programmes d'amélioration de la qualité menés en Afrique ainsi que sur 40 documents d'appui et une étude documentaire de recherches africaines non publiées. L'ouvrage passe en revue l'expérience de l'Afrique subsaharienne dans différents domaines : coût-efficacité des investissements dans les intrants ; réformes des programmes scolaires pour améliorer la pertinence de l'enseignement ; évolution des stratégies pédagogiques et de la formation des enseignants pour renforcer l'efficacité des écoles ; différenciation des programmes et diversification des prestataires pour des résultats plus équitables.

Le rapport web

Overcoming Inequality: Why Governance Matters. EFA Global Monitoring Report 2009

United Nations Educational Scientific and Cultural Organization, 2008, 477 p.

Selon les auteurs du rapport, des progrès remarquables ont été accomplis vers la réalisation de certains des objectifs de l'EPT depuis que la communauté internationale a pris ses engagements à Dakar en 2000. Certains des pays les plus pauvres du monde ont démontré que le leadership politique et les politiques pratiques font la différence. Pourtant, si l'on se contente de poursuivre la même trajectoire, le monde n'atteindra pas les objectifs de Dakar. Il faut faire beaucoup plus pour scolariser les enfants et les maintenir à l'école pendant tout le cycle pri-

maire et au-delà. Et il faut accorder plus d'attention à la qualité de l'éducation et aux acquis d'apprentissage. Les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'EPT sont compromis par l'inaction des gouvernements face aux inégalités persistantes fondées sur le revenu, le sexe, le lieu de résidence, l'appartenance ethnique, la langue, le handicap et autres marqueurs du désavantage. À moins que les gouvernements n'agissent pour réduire les disparités par des réformes effectives des politiques, la promesse de l'EPT ne sera pas tenue. Une bonne gouvernance pourrait aider à renforcer la responsabilité, accroître la participation et réduire les inégalités dans l'éducation. Cependant, les approches actuelles de la réforme de la gouvernance n'accordent pas un poids suffisant à l'équité.

L'article

Les enseignants contractuels : avatars et fatalités de l'Éducation pour Tous

Bourdon, J. ; Nkengne Nkengne, A.-P., IREDU, 2008, 30 p.

La marche vers l'éducation universelle est certainement à l'origine d'un des mouvements de création d'emploi les plus significatifs en Afrique subsaharienne. Suite aux politiques d'ajustement, mais aussi à la volonté affirmée des communautés d'agir sur le secteur éducatif, des statuts alternatifs d'enseignants ont émergé. Ces nouveaux enseignants souvent "moins formés" et souvent mal rémunérés par rapport aux fonctionnaires peuvent dans certains pays rassembler la majorité du corps enseignant. Ce texte vise à rassembler divers éléments tant sur l'efficacité pédagogique des enseignants, en apparence satisfaisante dans la mesure où ils œuvrent dans les classes initiales des apprentissages fondamentaux, que sur leurs modes d'emploi et de rémunération qui semblent se caractériser par une certaine convergence, à terme, avec les statuts de fonctionnaire, ceci pour les contractuels de l'Etat, mais certainement restera assez précaire pour les maîtres des communautés locales.

Géographies

Turquie

L'ouvrage

L'imbroglia turc

Dopffer, F., *Lignes de repères*, 2008, 149 p. - Cote PTR.020

La Turquie est au cœur d'un double imbroglia. Imbroglia quant à sa candidature à l'Union européenne, tout d'abord. Perspective qui ne cesse de déchaîner les passions : elle a été au cœur de la campagne du « non » au référendum de 2005, et elle risque fort de resurgir à l'occasion des prochaines élections européennes. Imbroglia quant à sa situation politique intérieure, ensuite. La lutte entre les camps laïcs et musulmans fait de nouveau rage, menaçant la stabilité du pays. Or, trop peu d'observateurs soulignent que la Turquie est en plein bouleversement social, démographique et économique. Limitrophe du Moyen-Orient et du Caucase, la Turquie occupe de plus en plus une position géostratégique clef. La récente crise économique, qui affectera plus douloureusement encore les pays moins développés, ne fera qu'attiser les tensions. Dans ce livre, tous les dossiers déterminants pour l'avenir de la Turquie moderne sont ouverts : l'islam turc, la question kurde et arménienne, le statut de l'armée, la laïcité, notamment. Plaidant par une approche pragmatique, l'ouvrage montre que l'Union européenne a plus à perdre qu'à gagner en laissant à sa porte la puissance régionale en développement qu'est la Turquie moderne... -Editeur).

Le rapport web

Examens environnementaux de l'OCDE : Turquie 2008

Organisation de Coopération et de Développement Économiques, OECD, 2009, 264 p.

Le présent examen environnemental de l'OCDE montre que la Turquie est parvenue à consolider ses avancées dans le domaine de l'environnement et poursuit l'harmonisation de sa législation environnementale avec l'acquis environnemental de l'UE. Il demeure toutefois nécessaire

de réduire encore les intensités de pollution, d'énergie et de ressources, et de prendre en charge les problèmes sanitaires persistants liés à l'environnement. Cet examen environnemental de la Turquie analyse de façon systématique la gestion de l'air, de l'eau, de la nature et de la biodiversité, l'interface environnement/économie, l'interface environnement/social, la coopération internationale et formule 45 recommandations spécifiques.

L'article

La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés

Vérez, J.-C., *Revue tiers monde*, n° 194, 2008, pp. 281-306

Dans la littérature économique, et notamment en économie du développement, la typologie des pays est évolutive. Dans les années 1980 est apparu le qualificatif de pays émergent, et nous cherchons à déterminer si la Turquie présente les caractéristiques de cette catégorie de pays ou davantage celles des pays en développement ? Depuis la crise majeure de 2001, le retour de la croissance économique et de l'équilibre des principaux indicateurs macroéconomiques, ainsi que les réformes libérales impulsées par le Fonds monétaire international laissent entrevoir de nouvelles perspectives. Seront-elles au service du développement humain et du bien-être ?

► Voir aussi :

- [La Turquie au carrefour d'enjeux stratégiques](#)
Revue Tiers-Monde, n° 194, 2008.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

L'aide européenne : points de vue critiques du sud

Alternatives sud, Syllepse, 2008, 182 p. - Cote R3.191

L'Union européenne est le premier fournisseur d'aide aux pays du sud. A ce titre, elle entend jouer un rôle moteur sur la scène internationale. Adopté en 2005, le « consensus européen » réaffirme le primat accordé à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation des Objectifs du Millénaire. S'appuyant sur un socle de valeurs (droits de l'homme, démocratie, paix, bonne gouvernance...), de principes communs et de méthodes (approche globale et intégrée, cohérence et complémentarité entre l'aide et les autres politiques communautaires), il constitue un modèle propre de développement pour le sud. Qu'en est-il de la portée réelle des promesses et engagements sur le terrain ? Comment l'Union gère-t-elle les paradoxes et les effets pervers inhérents à toute relation d'aide ? La volonté affichée de promouvoir l'« appropriation » se traduit-elle par un assouplissement de conditionnalités imposées aux pays récipiendaires ? Vue du sud, l'Europe est-elle réellement l'acteur « vertueux » et « désintéressé » qu'elle prétend être dans le domaine de l'aide extérieure ? A l'heure où la Commission tente de négocier un nouveau « partenariat économique » avec les pays ACP et vient de définir les priorités et les domaines d'intervention de sa politique d'aide pour les années à venir, un bilan critique de ses orientations et de son action s'impose plus que jamais.

Le rapport web

Annual Review of Development Effectiveness 2008: Shared Global Challenges

Independent Evaluation Group, 2008, 160 p.

La présente édition de l'Examen annuel de l'efficacité du développement adopte une nouvelle formule pour rendre compte de l'action menée par la Banque dans deux domaines importants intrinsèquement liés. La première partie de ce rapport passe en revue les résultats obtenus par la Banque, en faisant notamment ressortir les ten-

dances qui se dégagent de ses projets et programmes, l'évolution de son travail de suivi et d'évaluation, et le rôle que joue cette évaluation dans l'ordre du jour du développement axé sur des résultats. La seconde partie traite de l'action menée par la Banque pour promouvoir les biens publics mondiaux, qu'il s'agisse par exemple de protéger le climat à l'échelon planétaire ou d'empêcher la propagation de dangereuses maladies transmissibles. Comme tout bien public, les biens publics mondiaux ont tendance à faire l'objet d'une offre insuffisante : la prise de mesures au plan local est plus facile à susciter à partir du moment où cela procure des avantages sur place. Aussi, des efforts seront engagés pour enrayer la propagation d'une pandémie d'un pays à l'autre lorsque les résultats de ces efforts profitent directement aux populations locales. En revanche, il est plus difficile de susciter une action pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre car cela ne semble pas présenter d'avantages directs et immédiats.

L'article

Les aides publiques au développement en France et en Allemagne : perspectives comparées

Von Kap-Herr, A. ; Moreau, J., IFRI, Visions franco-allemandes, n° 13, 2008, 23 p.

Les ministres européens du Développement ont qualifié l'année 2008 de « cruciale pour le développement et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ». Ainsi, la présidence française du Conseil de l'Union européenne consacre un volet à la coopération au développement, s'appuyant en partie sur les initiatives lancées par l'Allemagne en 2007. Dans cet article, les deux auteurs comparent dans un premier temps les systèmes d'aide, ainsi que leur nature, pour ensuite expliquer pourquoi les approches française et allemande sont souvent conjointes. En dressant le panorama de ces aides, ainsi que des politiques et projets conjoints, ils souhaitent présenter les défis communs auxquels nos deux pays sont confrontés. Ils cherchent également à explorer de nouvelles pistes pour la coopération franco-allemande dans le domaine du développement.

A ne pas manquer

L'ouvrage

L'enjeu mondial : les pays émergents

Jaffrelot, C., Presses de Sciences Po, 2008, 380 p. -
Cote E3.209

Les pays émergents jouent un rôle croissant sur la scène internationale sans qu'on mesure encore la portée de leur essor, ni même que l'on fasse toujours l'effort de les identifier précisément. Que pèsent-ils réellement ? Qu'ont-ils d'autre en commun sinon de susciter l'appréhension des pays riches ? Comment résisteront-ils à la crise qui commence ? Cet ouvrage dresse le panorama des pays émergents en quatre volets : la généalogie de l'émergence, les trajectoires de sept nations et trois régions, les changements suscités par leur essor dans l'ordre économique, politique et militaire, et enfin, les limites du phénomène, liées au creusement des inégalités et aux contraintes environnementales.

Le rapport web

La politique de la France en Afrique

Remiller, J., 2008, 103 p.

Malgré une présence ancienne en Afrique, la France n'a pas suffisamment anticipé les évolutions que connaît le continent, tant en matière de développement économique, de problèmes alimentaires, de menace terroriste, de flux migratoires, de conflits internes... Tel est l'un des constats du présent rapport qui fait le point sur les relations entre la France et l'Afrique au début du XXI^{ème} siècle : présence française en retrait, repli des intérêts économiques, déclin de la politique de coopération. Il observe en revanche un accroissement du rôle de l'Union européenne en faveur de la sécurité et du développement de l'Afrique, une plus grande implication des Etats-Unis et de pays émergents tels que la Chine et l'Inde. Il dresse un panorama de la situation démographique, économique, sociale et climatique de l'Afrique, de la démocratisation, des perspectives de croissance, des mécanismes de résolution des conflits. Pour maintenir la présence française, le rapport propose de privilégier des relations de partenariat entre la France et

l'Afrique, se substituant aux formes d'intervention qui ont prévalu jusqu'alors : valorisation de la coopération militaire, renforcement des moyens de l'aide bilatérale en matière d'éducation et de formation, soutien de la présence d'entreprises françaises en Afrique et aide au développement des entreprises africaines.

L'article

Comment encadrer les risques bancaires ?

Coupey-Soubeyran, J., 2009, La Documentation française, Problèmes économiques, n° 2960, 2008, pp. 22-26

L'évolution de la réglementation bancaire représente un processus discontinu dans lequel alternent les phases d'innovation financière et de contournement des règles. Ainsi, face aux inquiétudes concernant des risques de crédit et les engagements hors bilan, le régulateur a introduit en 1989 une norme de solvabilité, le ratio Cooke, appelé aussi Bâle I. Cependant, celui-ci s'est rapidement révélé insuffisant, notamment face aux mutations de la finance dans les années 1990 (comme l'investissement en titres à compte propre et la création et la revente de produits structurés, en particulier la titrisation). Le régulateur a cherché à améliorer le dispositif en place en proposant un nouvel accord : Bâle II. Ce dernier prévoit une modulation des exigences de fonds propres en fonction de la notation attribuée, des exigences de fonds propres pour certains engagements hors bilan et davantage de transparence dans les opérations de titrisation. Entré en vigueur au Japon en 2007, en Europe au début de 2008 - les Etats-Unis appliqueront l'accord à partir de 2009 -, Bâle II fait aussi l'objet de critiques, car il s'agit seulement d'une recommandation qui ne s'applique qu'aux banques, bien que des risques financiers soient également supportés par d'autres institutions financières.

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : santé

- GEOGRAPHIES : Gabon

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagonflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Chantal SARALLIER

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43